Pays de Loiron Environnement

26 avril 2019

Renonciation au permis minier d'Olivet : la mobilisation a payé

Les associations de protection de l'environnement ont appris la liquidation de la société SGZ France, qui menait plusieurs projets d'exploration minière en région Pays de la Loire. Il en résulte l'abandon du projet minier d'Olivet, auquel s'opposaient nos associations* en raison de ses importants impacts environnementaux prévisibles. Cette excellente nouvelle vient récompenser la forte mobilisation de nos bénévoles sur le terrain !

Dissolution de la société SGZ

Après TENNIE (72 et 53), Saint Pierre Montlimart (49), les permis exclusifs de recherche minière (PERM) d'Olivet (53) et de Vendrennes (85) sont officiellement abandonnés.

Une lettre du ministère de l'environnement en date du 8 avril 2019 répond aux interrogations de FNE Pays de la Loire, Vendée Nature Environnement, FE53 et Pays de Loiron Environnement, suite aux déclarations des actionnaires annonçant dans un premier temps la vente de SGZ France, puis finalement sa dissolution pure et simple : il apparait que la société est bel et bien en liquidation depuis décembre 2018, si bien que la procédure d'instruction du permis d'Olivet est « définitivement close ».

« *Cette décision n'est qu'une demie surprise tant le sérieux et la capacité de SGZ France à mettre en œuvre ses projets miniers laissaient dubitatifs* » explique Jean-Christophe Gavallet, président de FNE Pays de la Loire. Il n'en reste pas moins que cette annonce est un grand soulagement et que la lutte collective engagée pour stopper ce projet a payé.

Une mobilisation massive contre ce projet minier

Pour rappel, la demande d'un PERM dit « Permis Olivet » a été sollicité par SGZ en Février 2015, donnant lieu à une consultation expresse des élus (1 mois !) en aout 2015 par le préfet de la Mayenne. Une consultation publique avait suivi en décembre 2016, avec des avis défavorables donnés par nos associations en raison notamment des atteintes possibles à la ressource en eau générées par ce projet. Pays de Loiron Environnement s'était alors emparée résolument du dossier, faisant de l'information, organisant des réunions dans les communes et lançant les bons de refus : des engagements des propriétaires à refuser la pénétration des éventuels prospecteurs SGZ, si le PERM devait être accordé. Ce sont plus de 375 propriétaires privés et publics qui s'engagent pour une surface de 5200ha, soit 15% de la surface demandée dans le PERM. 5 communes signent des bons de refus pour les terrains privés et publics de la commune.

Parallèlement, des courriers sont adressés aux élus mayennais, qui interpellent jusqu'à l'Assemblée Nationale le ministre de l'Économie en charge de délivrer les PERM, des rencontres avec le représentant de l'Etat en Mayenne, une rando-vélo pour découvrir les territoires impactés par les anciennes activités minières. Une campagne de récupération de téléphones portables est par ailleurs organisée à l'initiative de FNE pays de la Loire afin de montrer que les matériaux que la relance minière vise à extraire peuvent d'abord être recherchés via le recyclage des smartphones.

Une vigilance à maintenir ici et ailleurs

L'abandon des PERM bretons en 2018 était déjà un signe annonciateur positif, de même que celui des autres PERM de la région Pays de la Loire. « *Apprise en décembre 2018 et confirmée aujourd'hui, la nouvelle de la liquidation de SGZ France délivre nos territoires d'une menace* » indique Jean-Yves Rossignol, co-président de Pays de Loiron Environnement. « *Elle donne raison à l'importante mobilisation associative, dont il faut espérer qu'elle découragera à l'avenir d'éventuels autres projets de ce type* ».

La relance minière et les risques qu'elle génère pour l'environnement ne sont pour autant abandonnés en tout endroit du territoire national, alors même qu'une réforme ambitieuse du code minier se fait toujours attendre. Nous sommes solidaires des citoyens et associations confrontés à de tels projets sur d'autres territoires, en particulier outre-Atlantique, et entendons leur apporter notre aide.

* FNE Pays de la Loire, Fédération pour l'Environnement en Mayenne et Pays de Loiron Environnement